

Comité Confédéral National du 3 novembre 2021

Intervention de Michel Le Roc'h

Je vous apporte le salut fraternel de l'Union Départementale de Loire-Atlantique. Nos syndicats se portent bien. Nous avons réuni 300 militants le 27 septembre à Nantes pour préparer la journée de mobilisation du 5 octobre dernier. A cette occasion, les cortèges FO étaient significatifs et c'est bien entendu une belle satisfaction pour tous les militants.

Camarades,

Nous entrons dans une période particulière qui est celle des élections présidentielles. Et nous savons que Macron cherche à mettre à profit la période qui le sépare des élections pour aller le plus loin possible dans la remise en cause des conquêtes sociales. Il ne s'en cache même pas !

Dans ces conditions et plus que jamais, il nous faut cultiver l'indépendance. Et l'indépendance ne se réduit pas au rappel nécessaire de nos traditions. Bien sûr, nous ne donnerons aucune consigne de vote, ni directe, ni indirecte, à l'occasion de ces élections. L'indépendance, c'est aussi l'indépendance vis-à-vis des institutions internationales et européennes, des gouvernements et du patronat. Tu l'as dit, Yves, la « démocratie participative », ce n'est pas notre tasse de thé. Nous ne défendons pas l'intérêt général, ou un prétendu « intérêt général », qui est souvent l'intérêt de la classe dominante. Nous défendons les intérêts particuliers du salariat. C'est là notre place.

De ce point de vue, je m'interroge sur le vote positif émis au CESE (Comité Economique, Social et Environnemental) à l'occasion de la présentation des orientations stratégiques pour la mandature 2021-2026. Le CESE, nous le savons, débat et élabore des rapports et recommandations à l'attention des gouvernements sur des sujets les plus divers. Je ne remets pas en cause cet aspect-là, ni le travail des camarades qui ont la lourde tâche de défendre les positions de la confédération dans un cadre compliqué, cadre qui rappelons-le au départ est le fruit du rejet de la mise en place d'un sénat corporatiste en 1969. Mais là, il ne s'agit pas d'une simple recommandation. Il s'agit d'un véritable « programme politique » fondé sur un « diagnostic partagé » et la recherche du consensus. Je cite la fin de la 1^{ère} page du document : « *l'ensemble de ces travaux concrétise la volonté d'un futur commun construit et décidé ensemble que nous porterons en tant que 3^{ème} assemblée de la république* ». Les mots ont un sens mes camarades. Là, nous devenons « colégislateurs ». Ce « *futur commun* », dont parle le document, est celui des mutations économiques et industrielles imposées par la « transition écologique » dans la période à venir. Attention à ne pas transformer le syndicat en courroie de transmission de la transition écologique, de l'économie verte et, in fine, des plans de démantèlement industriel. Ce n'est pas là notre place. Je pense que nous ne devons pas accepter que la transition écologique serve de prétexte à la suppression d'emplois et à la remise en cause du tissu industriel.

Camarades,

Yves a évoqué ce matin la situation de la centrale de Cordemais. Nous refusons catégoriquement la fermeture annoncée de Cordemais à l'horizon 2024-2026. La centrale de Cordemais représente 1500 emplois directs et indirects. Nous opposons à cette fermeture, en lieu et place des deux tranches charbon, l'implantation d'unités de production à hydrogène avec pour objectif de maintenir la pleine puissance de production électrique et de tous les emplois à Cordemais. Sur cette base, une délégation de la confédération conduite par Béatrice Clicq, avec le syndicat de base, la fédération et notre Union Départementale, a été reçue le 6 octobre dernier au ministère de la transition écologique. Localement, nous multiplions les contacts et attendons un nouveau rendez-vous à la Région. Et nous ne lâcherons rien !

Camarades,

J'aurais souhaité évoquer certains sujets comme celui des salaires ou celui du « pass sanitaire », mais le temps est compté et je vais pour conclure me concentrer sur la question de l'hôpital public. La situation de l'hôpital public est critique. Au CHU de Nantes, près de 200 lits sur les 3047 sont en situation de fermeture administrative faute de soignants. Et il y a la situation des hôpitaux de proximité et les projets de fermeture de services entiers. Je ne vais pas développer. D'autres camarades l'ont fait. Oui, l'hôpital public est au bord du précipice et c'est le résultat des politiques menées par les gouvernements depuis plus de 20 ans maintenant. Alors la question aujourd'hui, c'est d'organiser la reconquête de l'hôpital public. Et cela ne concerne pas les seuls hospitaliers. C'est comme la sécurité sociale ou les retraites, l'hôpital public concerne toute la population. La reconquête de l'hôpital public est l'affaire de tous les militants de l'interprofessionnel. C'est l'affaire de la confédération toute entière.

Camarades,

A l'appel du syndicat FO des hospitaliers de Mayenne qui est le seul syndicat de l'hôpital et de l'association de défense de l'hôpital dirigée par des militants FO, 4000 ont manifesté pour le maintien de la chirurgie conventionnelle (entre autres). Ils appellent maintenant à manifester devant le ministère de la santé le 4 décembre. Le CCN doit les soutenir sans réserve. Mais, nous ne pouvons pas nous contenter de les soutenir. Le 4 décembre est l'occasion d'engager la confédération toute entière dans la mobilisation pour la préservation de l'hôpital public. Alors oui, je suis pour que nous appelions comme CCN au 4 décembre.